

RÉPONSE DU GROUPE ORANGE  
À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP  
SUR UN PROJET DE DÉCISION FIXANT LES CONDITIONS D'UTILISATION  
DES FRÉQUENCES RADIOÉLECTRIQUES EN VUE DE FOURNIR UN  
SERVICE DE COMMUNICATIONS MOBILES À BORD DES AÉRONEFS  
CIRCULANT DANS L'ESPACE AÉRIEN FRANÇAIS

01 MARS 2023

Version publique

Dans la suite du document, « Orange » désigne le Groupe Orange.

Orange remercie l'Autorité de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer ses commentaires relatifs au projet de décision fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques en vue de fournir un service de communications mobiles à bord des aéronefs (ci-après « MCA ») circulant dans l'espace aérien français. Il s'agit d'une actualisation de la décision n° 2017-1439 de l'Arcep du 30 novembre 2017 permettant de mettre en œuvre au niveau national le nouveau cadre défini par la Commission européenne dans sa décision 2022/2324 du 23 novembre 2022 modifiant la décision 2008/294/CE.

Orange a participé activement aux travaux européens de la CEPT en vue d'énoncer les conditions techniques harmonisées pour exploiter la connectivité 5G d'un système d'antenne non active (non-AAS) pour les services MCA dans la bande de fréquences de 1800 MHz (1710-1785 MHz et 1805-1880 MHz) et de définir les conditions d'utilisation d'une unité de contrôle du réseau (NCU) dans les équipements MCA. Ces conditions sont essentielles pour limiter notamment les risques de brouillages préjudiciables que les réseaux mobiles au sol pourraient subir.

Orange note que la mise en œuvre d'une NCU dans les bandes de fréquences 900 MHz et 2100 MHz pour la prévention de la connexion des terminaux mobiles aux réseaux 3G (UMTS) au sol devient optionnelle à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Nous comprenons que cette date résulte d'un compromis européen complexe tenant compte de situations diverses quant à l'arrêt de la 3G sur le territoire de l'Union. Pour sa part, Orange a annoncé l'arrêt de la 3G sur son réseau mobile en France métropolitaine à l'horizon fin 2028. On ne peut donc exclure un risque de perturbations entre le 1<sup>er</sup> janvier 2026 et cet horizon autour des zones aéroportuaires, Orange y sera attentif.

Orange souhaite également attirer l'attention de l'Autorité sur les paramètres techniques définis en partie 3 de l'annexe du projet de décision aux tableaux 4, 5 et 6. Ces paramètres techniques sont fixés pour éviter les brouillages sur les réseaux mobiles terrestres au sol. Ils sont définis à l'extérieur de l'aéronef et varient en fonction de son altitude.

Orange s'interroge :

- Sur l'existence de procédures *en amont* pour la vérification de la conformité réglementaire des équipements embarqués dans l'aéronef, avec notamment la fourniture obligatoire d'un rapport de conformité de la part d'un opérateur « MCA » et vérifié par un organisme tiers habilité ;
- Sur les moyens de contrôle *a posteriori* de l'implémentation effective de ces paramètres ;
- Sur les éventuelles conditions particulières d'application aux stations radio installées à bord des aéronefs reposant sur le principe général fixé par l'article L43 du CPCE, de déclaration (ou d'information) des « stations radioélectriques de toute nature » implantées sur le territoire national.

Ces éléments nous apparaissent essentiels pour garantir la protection des réseaux mobiles au sol et nous souhaitons à ce titre que l'Autorité puisse apporter toutes les précisions à ces différentes problématiques, notamment le dispositif opérationnel associé.